

2- L'ACTION COLLECTIVE

- Une action collective peut être constituée de plusieurs sous-actions.
- **Chaque sous-action doit être détaillée dans une fiche sous-action** selon le modèle du point 6 ci dessous.

a) Nature et descriptif du projet en quelques phrases (*contexte, objectifs, type d'action, thèmes, etc*) et le rôle et les missions du porteur transparent le cas échéant

b) Calendrier prévisionnel des réalisations

Date prévisionnelle de début : _____ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin : _____ (mois, année)

3- ÉLÉMENTS FINANCIERS

3.1 DÉPENSES PRÉVISIONNELLES :

- Les dépenses indiquées ci-dessous correspondent au cumul des dépenses inscrites dans chacune des fiches sous-actions.

Dépenses totales	Montant prévisionnel en € (préciser : <input type="checkbox"/> HT ou <input type="checkbox"/> TTC)
Dépenses sur facture liées à l'action	_____ €
Frais salariaux liés à l'action collective (voir méthode de calcul détaillée pour la fiche action)	_____ €
Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration	_____ €
Dépenses générales indirectes – forfait de 15 % appliqué au montant total de frais salariaux liés à l'action	_____ €
TOTAL	_____ €

3.2 PLAN DE FINANCEMENT GLOBAL DE L'ACTION COLLECTIVE

Financiers sollicités	Montant en € (préciser : <input type="checkbox"/> HT ou <input type="checkbox"/> TTC)
Financiers publics :	
Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation	_____ €
Conseil Régional de	_____ €
Autre (préciser)	_____ €
<i>Sous-total financeurs publics</i>	_____ €
Auto - financement	_____ €
TOTAL général	_____ €

3.3 MÉCANISME DE RÉPERCUSSION DE L'AIDE AUX BÉNÉFICIAIRES DANS LE CAS DU PORTAGE TRANSPARENT

Indiquer par quel mécanisme l'aide va être répercutée aux entreprises bénéficiaires : (*facturation de la prestation, à un prix réduit par rapport au marché par exemple*)

4- ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides aux actions immatérielles collectives au titre du DiNAII-AC

Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- ◆ que l'éligibilité du public cible est une condition majeure pour l'attribution de l'aide de l'État au titre du DiNAII et que pour vérifier cette éligibilité, je dois m'assurer que les participants ou destinataires de l'action pour laquelle je sollicite l'aide sont des PME du secteur agroalimentaire et qu'elles ne sont pas des « entreprises en difficulté », d'après la définition européenne (une entreprise remplissant au moins l'une des conditions listées au point 18 de l'article 2 du régime général d'exemption par catégorie.
- ◆ qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ◆ Ne pas avoir sollicité pour le même projet, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide, pour la même action collective
- ◆ L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- ◆ Que l'organisme au nom duquel j'interviens est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables,
- ◆ Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses sont présentées TTC),
- ◆ Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet avant la signature de cette demande d'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- ◆ A réaliser les actions du programme prévues dans la présente demande d'aide,
- ◆ **A respecter la réglementation relative aux aides d'État et vérifier l'éligibilité du public cible,**
- ◆ A informer la DRAAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- ◆ A permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années à partir de la date du paiement du solde de la subvention,
- ◆ A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (publics), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- ◆ A assurer la publicité relative à l'intervention d'un financement de l'État sur mes média de communication (plaquette, site web, présentation...), à prendre les mesures nécessaires pour que les bénéficiaires des actions financées au titre du DiNAII soient informés de la participation financière de l'État,
- ◆ A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et/ou de démontrer que l'aide accordée revient effectivement aux opérations figurant dans la présente demande, qui pourrait être demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à partir de la date du paiement du solde de la subvention : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... .

5-PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Fiche action complétée voire dupliquée selon les sous-actions (6)	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Justificatifs des dépenses prévisionnelles (copies fiches de paye, devis...)	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) du porteur	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts Composition du CA et du Bureau	Si le demandeur est une forme sociétaire ou une association	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Document attestant la qualité du demandeur à solliciter l'aide	Si le demandeur est une forme sociétaire ou une association	<input type="checkbox"/>
Extrait Kbis ou répertoire SIRENE	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le programme de l'action et le plan de financement	Si le demandeur est une structure publique ou une association	<input type="checkbox"/>
Copie de la CNI du dirigeant	Si le demandeur est une structure publique ou une association	<input type="checkbox"/>
Copies des demandes déposées auprès des autres financeurs publics la même année Copie des accords de financements des autres financeurs publics la même année	Le cas échéant	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Dernier rapport d'activités	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Budget prévisionnel de l'année en cours	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Bilan et compte de résultats des 2 derniers exercices comptables	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques perçues dans les 3 années précédentes la demande en cours (nature et montant)	Si régime de minimis	<input type="checkbox"/>
Attestation entreprise non en difficultés	Si porteur transparent, attestation de chaque entreprise bénéficiaire	<input type="checkbox"/>
Attestation de non récupération de la TVA	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité obligations sociales et fiscales	Si porteur transparent, attestation de chaque entreprise bénéficiaire	<input type="checkbox"/>
Attestation "de <i>minimis</i> entreprise" si nécessaire	Si porteur transparent, attestation de chaque entreprise bénéficiaire	<input type="checkbox"/>
Conventions de partenariat	Si porteur transparent	<input type="checkbox"/>

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DRAAF.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

6- FICHE SOUS-ACTION (à dupliquer pour autant de sous-actions présentées)

Chaque sous-action de l'action collective doit être présentée en utilisant la fiche sous-action ci-après :

Porteur du Projet	
Intitulé de la sous-action	
Numéro de la sous-action	
Nature ¹	<i>Indiquer : Type 1 : Conseil audit et diagnostic ou Type 2 : formation et mutualisation ou Type 3 : coopération</i>
Entreprises bénéficiaires, dans le cas d'un portage transparent	<i>Nombre, caractéristiques</i>
Entreprises bénéficiaires indirectes de l'action² (2)	<i>Nombre, caractéristiques</i>
Contexte et enjeux	<i>Présenter le contexte, les enjeux et la problématique principale, le cas échéant le lien avec une action précédemment réalisée.</i>
Description de la sous-action	<i>Décrire précisément la sous-action avec son contenu, le type d'accompagnement, le nombre de jours d'accompagnements intra et inter-entreprise, et si recours à un prestataire externe.</i>
Durée de la sous-action	<i>Préciser les dates de début et de fin</i>
Résultats attendus	<i>Qu'est-ce que l'action apporte de nouveau ?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Nouvelles entreprises accompagnées</i> • <i>Apport au niveau des entreprises en termes de compétitivité, compétence et emploi, impact environnemental...</i>
Livrables <i>(qui seront transmis avec la demande de paiement)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Rapport d'exécution Répartition réelle des moyens humains impliqués dans cette étape</i> • <i>Compte rendu de réunions ou de COPIL</i> • <i>Liste des bénéficiaires/dépt, domaine d'activité, effectif salarié...</i> • <i>Liste et qualité des participants aux journées</i> • <i>Résultats d'enquête</i> • <i>Diagnostics et plans d'action réalisés</i> • <i>Guide mis en place ou support pédagogique</i> • ...

¹ Type 1 : Conseil audit et diagnostic ; Type 2 : formation et mutualisation ; Type 3 : coopération

² Qui participent à l'action mais ne bénéficient pas d'aide

DÉPENSES PRÉVUES				
Dépenses sur facture liées à l'action ³	Nature			Montant (préciser : <input type="checkbox"/> HT ou <input type="checkbox"/> TTC)
	TOTAL			-----, - €
Frais salariaux ⁴	Nom et prénom de l'agent	Fonction	Nb total de jours travaillés du .../.../... au .../.../...⁵	Montants des frais salariaux liés à la sous-action⁶
	TOTAL			-----, - €
Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration	Description des dépenses			Montant de la dépense éligible (préciser : <input type="checkbox"/> HT ou <input type="checkbox"/> TTC)
	Transport			
	Hébergement			
	Restauration			
	TOTAL			-----, - €
Dépenses générales indirectes - forfait de 15 %⁷	Total : -----€			
Coût total de la sous-action	-----, - €			
Régime d'aide envisagé				
Financements sollicités totaux	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	Conseil Régional de	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	Autre (préciser)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		

³Intervenant extérieur, location de salle, conception, réalisation, achat de documents et supports pédagogiques, imprimerie, prestation de service, frais de déplacement donnant lieu à une facture, etc.

⁴Le montant des frais salariaux liés à la sous-action se calcule ainsi : salaire chargé pour la période concernée (salaire brut + les cotisations patronales) x le nombre de jours consacrés à l'action / le nombre total de jours travaillés pour la même période

⁵Le nombre de jours travaillés par an peut varier selon les modalités d'application de l'aménagement du temps de travail choisies dans la structure qui demande l'aide. Son mode de calcul doit être justifié et pourra faire l'objet d'un contrôle.

⁶Total brut chargé annuel = Salaire brut de l'agent annuel + Charges patronales annuelles
Montant des frais salariaux liés à l'action = Total brut chargé annuel * Nombres de jours passés pour l'action / Nombre total de jours travaillés sur la période

⁷Les dépenses imputables à la réalisation du projet, et qui ne sont pas ventilées sur les différents postes de dépenses directes (liées à l'action et les frais de rémunération du personnel) sont des dépenses indirectes. Il s'agit des coûts logistiques des agents ayant travaillé sur les actions du projet (bureaux, téléphone, internet, informatique, fournitures, chauffage...).. Elles sont éligibles à hauteur de 15 % de l'enveloppe totale des frais de personnel participant à l'action collective. Ce montant forfaitaire représente les frais indirects (ou de structure).

Je, soussigné (e), NOM :

, Prénom :

Agissant en qualité de :

Fait à Le

Signature(s) du demandeur :

Cachet de l'organisme :